

# **SAHARA OCCIDENTAL: ASSEZ DE REPRESSION! LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES!**

En octobre 2010, plus de 20 000 Sahraouis ont quitté El Aaiun pour installer à Gdeim Izik dans le désert un camp de 8000 tentes pour défendre leurs droits politiques, économiques et sociaux. Depuis l'assaut des forces de sécurité marocaines le 8 novembre 2010 pour démanteler ce camp, les manifestations se succèdent au Sahara occidental. Toujours pacifiques, elles sont réprimées, avec de nombreux blessés et de nouvelles arrestations. **Une délégation internationale du "Centre Robert Kennedy pour la justice et les droits de l'Homme"** a "demandé au gouvernement du Maroc de mettre un terme à la situation de violence qui affecte la population sahraouie qui soutient l'indépendance du Sahara occidental". **Le 13 décembre 2012, le Parlement européen** a une nouvelle fois "demandé la libération des prisonniers politiques sahraouis". **Le rapport 2012 d'Amnesty international** a constaté: "Cette année encore, des Sahraouis partisans de l'autodétermination du peuple sahraoui ont été emprisonnés". **L'ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture)** a jugé que la détention des 24 de Salé était "arbitraire". **La LDH (Ligue des Droits de l'Homme)** a "exprimé sa vive inquiétude face à la multiplication des procès intentés à des opposants politiques qui réclament l'indépendance du Sahara occidental". En septembre 2012, **le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Juan E.Mendez**, a observé "une augmentation du nombre d'actes de torture et des mauvais traitements lors de l'arrestation et de la détention". L'envoyé spécial de l'ONU, Christopher Ross, a indiqué devant le Conseil de sécurité: "Les manifestations indépendantistes et les réponses de la police se sont produites à quelque distance de moi, pendant et après ma visite".

**Actuellement, 56 prisonniers politiques sahraouis croupissent dans les geôles marocaines. 24 d'entre eux sont détenus à la prison de Salé depuis 27 mois au mépris du droit international comme du droit marocain. Victimes de tortures, ils ont mené plusieurs grèves de la faim. Après deux reports en janvier et octobre 2012, leur procès est fixé au 1er février devant un tribunal militaire d'exception en dépit de leurs qualités de civils et ils risquent de lourdes peines de prison.**

Nous condamnons la violente répression des forces de sécurité marocaines contre la population sahraouie et nous appelons à

## **UNE MANIFESTATION SAMEDI 26 JANVIER de 15h à 18h ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME PLACE DU TROCADERO puis devant l'Ambassade du Maroc**

**CONTRE LA TENUE DU PROCES DES 24 PRISONNIERS DE SALE  
DEVANT UN TRIBUNAL MILITAIRE D'EXCEPTION et pour exiger du  
gouvernement français, de l'Union européenne et des Nations unies d'agir pour:**

- la libération des prisonniers politiques sahraouis**
- l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés**
- l'instauration d'un mécanisme international pour la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental**

**Signataires:** ACCA, AFASPA, AFAPREDESA, AFDI, APSO, ARAC, ASEI, Association des Amis de la RASD, Association de la Communauté sahraouie en France (ACSF), Association des Sahraouis en France (ASF), CEDETIM, CLSPS, COMIPSO, CORELSO, DROIT SOLIDARITE, ERMPL, FASTI, FTCT, Le Mouvement de la Paix, MJCF, MRAP, Plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui, Sortir du colonialisme, SURVIE

**Avec le soutien de:** CGT, CNT-F, FSU, Union syndicale Solidaires, Europe Ecologie Les Verts (EELV), FASE, Les Alternatifs, NPA, Parti de gauche, PCF, PCOF

Contact: [plateformeSO@gmail.com](mailto:plateformeSO@gmail.com)